

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1986/29/Add.8
20 décembre 1985

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-deuxième session

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION
ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID

Rapports présentés par les Etats parties conformément
aux dispositions de l'article VII de la Convention

Additif

TCHECOSLOVAQUIE 1/

[Original : anglais]

[25 novembre 1985]

Le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque voit dans la politique d'apartheid la forme la plus extrême de terrorisme racial et d'esclavage. A l'heure actuelle, la lutte contre l'apartheid est l'un des problèmes fondamentaux qui ne concernent pas uniquement le continent africain. De même que les défenseurs des théories racistes d'Hitler, les partisans de l'apartheid, qui représentent les opinions de la classe dominante, préconisent et mettent en pratique les "idéaux" de la ségrégation raciale totale qui, dans leur forme concrète, sont représentés par les lois sur les bantoustans. La doctrine de l'apartheid consiste à pratiquer la ségrégation géographique absolue et le développement séparé des principaux groupes raciaux présents en Afrique du Sud. Cette doctrine équivaut, dans la pratique, à une ségrégation systématique et au déni des droits politiques, civils et socio-économiques de la population noire. En Afrique australe, la politique de discrimination raciale, qui consiste à donner la supériorité à une race sur une autre, a pris la forme la plus odieuse.

L'apartheid n'est pas limité à un certain domaine politique. En appliquant leurs théories et en particulier en opprimant brutalement les peuples aspirant au progrès et à la démocratie, les racistes d'Afrique du Sud ont transformé le pays sous leur domination en une véritable prison pour les Africains, les Asiatiques et les Métis. Cette réalité est sans cesse prouvée dans les rapports provenant d'Afrique du Sud et décrivant les traitements cruels infligés aux détenus et les assassinats commis parmi la population noire innocente. Les efforts déployés par la classe dirigeante pour faire sortir le régime de la "minorité blanche" de la crise et pour mettre un terme au processus de libération en ayant recours à la violence et en apportant des réformes superficielles ne peuvent que stimuler le mouvement de lutte contre l'apartheid et approfondir les conflits dans les milieux les plus hauts placés de la collectivité blanche. Les prétendues réformes ne contribuent aucunement ni ne peuvent contribuer à transformer véritablement les fondements du système d'apartheid.

1/ Le rapport initial et le deuxième rapport, présentés par le Gouvernement tchécoslovaque (E/CN.4/1277/Add.6 et E/CN.4/1983/24/Add.5), ont été examinés par le Groupe des Trois à ses sessions de 1978 et 1983.

Selon la nouvelle Constitution sud-africaine, entrée en vigueur en septembre 1984, le parlement actuel de Pretoria est composé de trois chambres : 178 sièges sont réservés aux Blancs, qui détiennent ainsi la totalité du pouvoir dans le pays, les Métis ont droit à 85 sièges et les citoyens d'origine asiatique à 45 sièges. Les prétendues élections, condamnées par l'Organisation des Nations Unies qui les a qualifiées de frauduleuses, n'ont modifié en rien la situation des 23 millions d'Africains qui sont toujours privés de leurs droits politiques les plus fondamentaux, notamment du droit de vote.

L'apartheid représente une politique inhumaine et barbare allant à l'encontre de tous les principes de la morale et de l'humanisme et, qui plus est, fait peser une menace réelle sur la paix et la sécurité internationales. L'Afrique du Sud est un Etat militaire et policier caractérisé par une agressivité particulière. Le régime militaire sud-africain se livre régulièrement à des actes de provocation et lance des attaques criminelles contre des Etats africains indépendants et souverains opposés à l'apartheid. L'un des derniers crimes odieux ainsi commis par le Gouvernement de Pretoria a été l'agression de l'Angola. Le complexe militaire et industriel sud-africain devient extrêmement dangereux pour les pays de la région. L'objectif des actes d'agression est de renforcer le régime d'apartheid, d'affaiblir les Etats de première ligne et de déstabiliser la situation dans la région. Les racistes s'efforcent de discréditer les forces progressistes de la région et de faire douter la population locale de ses capacités en ce qui concerne le développement socio-économique et la promotion de relations amicales entre les pays et les peuples.

L'apartheid ne pourra être éliminé que si les pays respectent les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur l'Afrique du Sud et appliquent le Programme d'action contre l'apartheid. Or, les pays occidentaux non seulement n'appliquent pas ces résolutions, mais encore emploient tous les moyens pour maintenir leur position politique et économique dans la région. Nul n'ignore que plusieurs centaines d'entreprises et de sociétés transnationales de pays capitalistes avancés, en particulier les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, exercent de nombreuses activités en Afrique australe. Ces Etats ont intérêt à ce que le régime d'apartheid et d'oppression de la majorité noire soit maintenu dans la région, ce régime leur étant profitable puisqu'il permet d'obtenir de la main-d'oeuvre à bon marché et de réaliser ainsi un maximum de bénéfices.

Le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque condamne résolument toute coopération directe ou indirecte avec le régime sud-africain. Il estime qu'il est indispensable de convoquer une session du Conseil de sécurité des Nations Unies qui, conformément à la Charte des Nations Unies, adopterait des mesures appropriées et déciderait notamment d'imposer des sanctions en vertu du chapitre VII de la Charte. La condition indispensable pour que le régime raciste d'Afrique du Sud soit totalement isolé est que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies appliquent pleinement les résolutions sur la cessation des relations politiques, économiques, militaires, culturelles et autres avec ce pays. Seul un boycottage systématique des liens avec l'Afrique du Sud permettra d'aider réellement l'héroïque population africaine et son mouvement de libération nationale dans la lutte pour l'élimination du régime raciste de la minorité blanche.

Les événements qui se produisent en Afrique du Sud sont la preuve de l'existence d'une crise profonde du régime d'apartheid. La "solution" envisagée par le régime de Pretoria pour régler le problème de la Namibie et le rejet catégorique de la résolution 435 par le Premier Ministre sud-africain, P. Botha, ainsi que les actes de terrorisme perpétrés contre les Etats voisins et l'extrême brutalité avec laquelle est toujours traitée la population autochtone d'Afrique du Sud indiquent que le régime de Pretoria n'a pas la moindre intention de modifier sa position actuelle, qu'il maintient en violation flagrante des dispositions de la Charte des Nations Unies. Dans la résolution qu'il a adoptée le 12 mars 1985, le Conseil de sécurité a instamment prié le Gouvernement de Pretoria de mettre un terme à ses actes de violence et de répression dirigés contre la population autochtone et les autres opposants du régime d'apartheid et d'adopter sans retard des mesures positives visant à éliminer l'apartheid.

La République socialiste tchécoslovaque rejette résolument l'apartheid non seulement en tant que forme de racisme, mais spécialement en tant que système politique visant à opprimer et à exploiter la majorité de la population d'Afrique australe. Elle appuie pleinement l'appel lancé en 1972 par le Comité spécial contre l'apartheid, qui a déclaré que "toute personne intéressée, soit à titre individuel, soit dans le cadre d'un groupe, doit jouer un rôle dans la campagne internationale de lutte contre l'apartheid et toutes les formes de racisme". Elle n'entretient aucune relation politique, militaire, économique, culturelle, sportive ou autre avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Elle condamne résolument la torture et les mauvais traitements infligés aux détenus dans les prisons sud-africaines. Le Gouvernement tchécoslovaque invite instamment tous les Etats à prendre des mesures radicales pour mettre un terme aux crimes perpétrés par le régime raciste d'Afrique du Sud.

La position de principe de la Tchécoslovaquie sur la question de la lutte contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud a été exprimée par le Ministre des affaires étrangères de la République socialiste tchécoslovaque, M. Bohuslav Chvojka, à la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Ministre s'est ainsi exprimé : "La Tchécoslovaquie a toujours insisté pour que le Conseil de sécurité adopte des sanctions efficaces contre l'Afrique du Sud. Les nouvelles vagues de terrorisme perpétré par le régime raciste contre la population africaine prouvent que les prétendues réformes apportées par le régime de Pretoria ne modifient aucunement le caractère odieux du régime d'apartheid. La situation exige des mesures immédiates. L'apartheid doit être radicalement éliminé d'Afrique dès que possible. Nous sommes résolument pour l'octroi immédiat de l'indépendance au peuple namibien, sur la base des décisions de l'Organisation des Nations Unies, notamment des résolutions du Conseil de sécurité. Les actes d'agression commis récemment par l'Afrique du Sud contre la République populaire souveraine d'Angola ont eu pour seul effet de prouver à nouveau que la paix ne peut être rétablie dans la région tant que le régime d'apartheid subsiste. Nous condamnons cette agression, qui est une manifestation brutale de la politique de terrorisme d'Etat. Nous appuyons pleinement la lutte courageuse menée par le peuple angolais pour défendre l'indépendance de sa patrie.

La République socialiste tchécoslovaque qui, dès 1975, a signé la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, en applique scrupuleusement toutes les dispositions. Elle engage les Etats qui ne l'ont pas encore fait, en particulier les Etats occidentaux développés, à adhérer à la Convention et à contribuer ainsi à l'élimination radicale et définitive du régime criminel d'apartheid.